

DEC 31/2014

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2013-2014

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 4 novembre 2014

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 4 novembre 2014

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Virements de crédits n° DEC 31/2014 à l'intérieur de la Section III -
Commission du budget général pour l'exercice 2014

E 9805



Conseil de
l'Union européenne

**Bruxelles, le 26 septembre 2014
(OR. en)**

13646/14

FIN 685

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Jacek DOMINIK, membre de la Commission européenne
Date de réception:	25 septembre 2014
Destinataire:	Monsieur Enrico ZANETTI, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Virements de crédits No DEC 31/2014 à l'intérieur de la Section III - Commission du budget général pour l'exercice 2014

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 31/2014.

p.j.: DEC 31/2014



BRUXELLES, LE 23/09/2014

BUDGET GÉNÉRAL – EXERCICE 2014
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 05, 07, 08, 09, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23,
24, 26, 29, 32, 33, 34

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 31/2014
EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Introduction

Chaque année, après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement jusqu'en fin d'exercice, la Commission établit une proposition de "virement global" destinée à permettre le rééquilibrage des **crédits de paiement** pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

La présente proposition de virement global pour 2014 porte sur des crédits de paiement correspondant à quelque 175,1 millions d'EUR, ce qui représente environ 0,1 % du total des paiements autorisés dans le budget 2014. Le montant du présent virement global est par conséquent le plus faible enregistré ces dernières années, comme le montre le tableau ci-dessous:

Exercice	Valeur du virement global (en millions d'EUR)
2010	1 792,0
2011	719,2
2012	419,7
2013	509,8 ¹
2014	175,1

Le virement global doit, comme tout autre virement, assurer une neutralité budgétaire. Il n'est possible de satisfaire aux besoins complémentaires en crédits de paiement de certains programmes et actions que dans la mesure où des fonds suffisants peuvent provenir d'autres sources, pour lesquelles une sous-utilisation des crédits est prévisible d'ici à la fin de l'exercice. En raison de la pression sans précédent qui pèse sur les crédits de paiement, ainsi qu'expliqué dans la proposition de projet de budget rectificatif n° 3/2014 (PBR 3/2014) de la Commission, les demandes de renforcement de lignes budgétaires dépassent de loin les ressources disponibles.

La plupart des crédits de paiement mis à disposition au sein d'une rubrique ont servi à couvrir les besoins les plus urgents dans la rubrique en question, afin tout particulièrement d'éviter le paiement d'intérêts de retard et la mise en danger de bénéficiaires vulnérables. Certains mouvements de crédits de faible ampleur ont également été effectués entre rubriques, tel le virement proposé de 433 000 EUR de la rubrique 1b à la rubrique 2. Ces fonds étaient destinés à une action préparatoire pour laquelle le paiement intermédiaire est désormais prévu en 2015. Cela ne constitue en aucun cas une indication de la disponibilité de ressources globales au sein de la rubrique 1b, pour laquelle les montants nécessaires, tels que ceux demandés dans le PBR 3, sont si élevés que le volume de ce transfert global ne pourrait nullement répondre aux besoins réels de renforcement.

Il convient de noter que parmi les 31 lignes comportant des montants disponibles pour redéploiement, seules quatre peuvent procurer 10 millions d'EUR ou plus, et quinze d'entre elles 1 million d'EUR ou moins.

¹ Montant proposé par la Commission. Le montant finalement approuvé par l'autorité budgétaire était de 109,3 millions d'EUR.

Les propositions de renforcements et de prélèvements par rubrique et par grand programme sont les suivantes:

Rubriques		Virement global (en EUR)		
		Renforcement	Prélèvement	Variation nette
1.	CROISSANCE INTELLIGENTE ET INCLUSIVE	+106 408 214	-100 489 788	+5 918 426
1.1	Compétitivité pour la croissance et l'emploi	+106 408 214	-100 056 788	+6 351 426
1.2	Cohésion économique, sociale et territoriale	0	-433 000	-433 000
2.	CROISSANCE DURABLE: RESSOURCES NATURELLES	+2 903 358	-2 470 358	+433 000
3.	SÉCURITÉ ET CITOYENNETÉ	+25 680 000	-32 031 426	-6 351 426
4.	L'EUROPE DANS LE MONDE	+40 157 861	-40 157 861	0
Total		+175 149 433	-175 149 433	0

Au total, 57 lignes budgétaires sont concernées (26 pour les renforcements et 31 pour les prélèvements), contre 96 lignes (59 pour les renforcements et 37 pour les prélèvements) dans le virement global qui avait été présenté à la fin de 2013.

2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les principaux renforcements et prélèvements (supérieurs à 10 millions d'EUR) sont résumés dans la présente section. Le nombre de lignes concernées est très limité, compte tenu du faible niveau des ressources disponibles.

2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé de renforcer **26 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du renforcement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 80,0 millions d'EUR pour la ligne 09 04 51 Achèvement du programme-cadre de recherche précédent - Septième programme-cadre (2007-2013). La pénurie de crédits de paiement sur cette ligne est supérieure à 100 millions d'EUR. Pour faire face à cette pénurie, 25 millions d'EUR ont été demandés dans le PBR 3/2014. Le renforcement supplémentaire demandé à présent permettra de procéder à 87 paiements intermédiaires et à 25 paiements finaux dans le cadre du programme d'achèvement du 7^e PC. Nombre de ces paiements sont actuellement bloqués et encourent des intérêts de retard.
- + 12,0 millions d'EUR pour la ligne 01 04 51 Achèvement des programmes dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME) (avant 2014). Le renforcement demandé concerne le programme pour l'innovation et la compétitivité (PIC) 2007-2013 et le programme pluriannuel pour les entreprises et l'esprit d'entreprise 2001-2005. Le montant sollicité pour le PIC serait affecté au mécanisme en faveur des PME innovantes et à forte croissance (MIC, capital-risque). Cette demande se fonde sur la nette réduction du solde du compte fiduciaire (environ 25 millions d'EUR), à la suite de prélèvements effectués par le Fonds européen d'investissement (FEI) en faveur d'intermédiaires financiers entre janvier et juillet 2014, ainsi que sur le relèvement des prévisions pour la seconde moitié de l'année. Le montant demandé pour le programme pluriannuel pour les entreprises et l'esprit d'entreprise (2001-2005) sera réparti entre le guichet d'aide au démarrage du MET (capital-risque) et le mécanisme de garantie pour les PME.
- + 10,0 millions d'EUR pour la ligne 32 02 52 Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique. Dès septembre 2014, l'ensemble des crédits votés et transférés en faveur de la ligne du PEER (programme énergétique européen pour la relance) était épuisé et les paiements en attente accumulent les intérêts de retard (qui devraient atteindre quelque 1,2 million d'EUR d'ici à la fin de l'année). Les possibilités de virements internes au sein du domaine politique "Énergie" et de réutilisation des recettes affectées provenant de recouvrements ont été pleinement exploitées; la Commission a en outre demandé un renforcement de 55 millions d'EUR par l'intermédiaire du PBR 3/2014. Cela n'étant toutefois pas suffisant pour couvrir l'ensemble des paiements d'ici à la fin de l'année, ces 10,0 millions d'EUR supplémentaires sont essentiels pour qu'une partie au moins d'entre eux puisse être effectuée.

2.1.2 Rubrique 3 - Sécurité et citoyenneté

- + 19,4 millions d'EUR pour la ligne 18 03 51 Achèvement de mesures en matière de retour, de réfugiés et de flux migratoires. En raison de la forte pression migratoire pesant sur certains États membres et de la décision d'allouer des ressources supplémentaires à la suite des événements tragiques qui ont eu lieu au large de Lampedusa en octobre 2013, un montant total de 28,4 millions d'EUR d'aide d'urgence supplémentaire a été engagé à la fin de 2013 en faveur de huit États membres limitrophes. Ce financement d'urgence ne s'est pas accompagné d'une augmentation des crédits de paiement. Par ailleurs, les déclarations de dépenses pour la clôture des actions de l'Union au titre des fonds pour les réfugiés, l'intégration et le retour, la clôture des programmes annuels 2007-2011 en gestion partagée et les deuxièmes préfinancements prévus dans les actes de base pour les programmes annuels 2012 en gestion partagée devraient être supérieures aux prévisions initiales.

2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **31 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du prélèvement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 71,2 millions d'EUR sur la ligne 08 04 51 Achèvement de l'entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E) (2007-2013). Les paiements liés au contrat de l'enceinte à vide et la signature d'un accord de passation de marchés avec l'organisation internationale ITER ont été reportés à 2015, tandis que les discussions techniques se poursuivent avec le fournisseur en vue de résoudre les problèmes liés à l'approche en matière de fabrication.
- - 10,5 millions d'EUR sur la ligne 29 02 01 Fournir des informations statistiques de qualité, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production des statistiques européennes et renforcer le partenariat au sein du système statistique européen. Compte tenu de la pénurie généralisée de crédits de paiement, l'ensemble des programmes a été passé au peigne fin en vue de limiter les crédits de paiement nécessaires en 2014 et par conséquent, d'augmenter la capacité de la Commission à payer les factures et verser les préfinancements qui doivent absolument l'être cette année. En ce qui concerne le système statistique européen, des mesures ont été prises pour équilibrer/limiter les montants à payer en 2014 en: a) prenant de nouveaux engagements s'appuyant sur des recettes affectées externes provenant de la contribution de la Confédération suisse; b) diminuant le nombre de préfinancements liés aux nouveaux engagements; et c) donnant la priorité aux paiements suivant la prévisibilité des factures/déclarations de coûts et le droit connexe à des intérêts de retard. Cela a permis de réduire les besoins, en 2014, pour le programme statistique européen 2013-2017 qui contribue ainsi à faciliter la gestion des crédits de paiement dans l'ensemble de la Commission.

2.2.2 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- - 24,0 millions d'EUR sur la ligne 01 03 02 Aide macrofinancière. Les opérations d'aide macrofinancière à la Moldavie et à l'Arménie prévues pour cette année sont suspendues. En ce qui concerne la Moldavie, les négociations en vue d'un nouvel accord avec le FMI ont échoué au début de 2014 et ne reprendront probablement qu'après les élections, prévues en novembre 2014. En cas de conclusion d'un nouvel accord de financement avec le FMI, une nouvelle opération d'aide macrofinancière ne sera possible qu'en 2015. Pour ce qui est de l'Arménie, la situation macroéconomique globale et les besoins de financement n'ont pas été considérés comme critiques par les services de la Commission lors de leur dernier examen de ces aspects. Par conséquent, il n'y aura pas de paiements correspondants cette année. Dès lors, un montant de 24 millions d'EUR en crédits de paiement peut être mis à disposition.
- - 12,3 millions d'EUR sur la ligne 13 05 63 02 Coopération transfrontalière (CTF) – Contribution de la rubrique 4. Le règlement IAP II ayant été adopté très tard cette année, les programmes ne seront pas prêts pour adoption en 2014. Il est dès lors proposé de virer les crédits de paiement disponibles vers d'autres domaines politiques.

3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans le tableau récapitulatif, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 9 septembre 2014;
- les virements au 9 septembre 2014;
- l'exécution au 9 septembre 2014;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- une brève justification du virement proposé. Pour les prélèvements ou les renforcements représentant moins de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, l'une des justifications standard suivantes s'applique:
 - exécution plus rapide que prévu;
 - exécution plus lente que prévu;
 - non-exécution de paiements d'avances programmés;
 - crédits de paiement insuffisants pour couvrir les crédits d'engagement;
 - absorption accrue de paiements retardés lors de l'exercice précédent;
 - crédits d'engagement insuffisants pour couvrir les crédits de paiement;
 - difficultés liées aux offres ou à l'exécution des contrats;
 - modification concernant l'application de la base légale.

Pour les prélèvements ou les renforcements représentant plus de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications plus circonstanciées sont fournies ci-joint.

BUDGET GÉNÉRAL – EXERCICE 2014
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 05, 07, 08, 09, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23,
24, 26, 29, 32, 33, 34

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 31/2014

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales		
ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière	CP	23 960 000
DU CHAPITRE - 0502 Améliorer la compétitivité du secteur agricole grâce aux interventions sur les marchés agricoles		
POSTE - 05 02 10 02 Actions de promotion - Paiements directs par l'Union	CP	308 029
DU CHAPITRE - 0506 Aspects internationaux du domaine politique "Agriculture et développement rural"		
ARTICLE - 05 06 01 Accords internationaux en matière agricole	CP	3 784 411
DU CHAPITRE - 0508 Stratégie politique et coordination du domaine politique "Agriculture et développement rural"		
POSTE - 05 08 77 06 Action préparatoire - Observatoire européen des prix et des marges agricoles	CP	612 329
POSTE - 05 08 77 09 Action préparatoire - Ressources génétiques végétales et animales dans l'Union	CP	600 000
POSTE - 05 08 77 10 Projets pilotes - Agropôle: développement d'une région transfrontalière européenne modèle de l'agro-industrie	CP	600 000
POSTE - 05 08 77 11 Projet pilote - Vers un secteur agroforestier européen intégré	CP	350 000
DU CHAPITRE - 0509 Horizon 2020 - Recherche et innovation relatives à l'agriculture		
POSTE - 05 09 03 01 Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits	CP	1 666 954
DU CHAPITRE - 0804 Programme ITER		
ARTICLE - 08 04 01 Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E)	CP	8 800 000
ARTICLE - 08 04 51 Achèvement de l'entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E) (2007-2013)	CP	71 200 000
DU CHAPITRE - 0902 Cadre réglementaire de la stratégie numérique		
ARTICLE - 09 02 01 Définition et mise en œuvre de la politique de l'Union dans le domaine des communications électroniques	CP	271 200
ARTICLE - 09 02 05 Actions concernant le contenu numérique, l'industrie audiovisuelle et les autres médias	CP	592 000
POSTE - 09 02 77 03 Projet pilote - Centre européen pour la liberté de la presse et des médias	CP	456 508
DU CHAPITRE - 0903 Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Réseaux de télécommunications		
ARTICLE - 09 03 03 Promotion de l'interconnexion et de l'interopérabilité des services nationaux d'intérêt commun et contribution à un environnement en ligne sûr, inclusif et positif	CP	1 898 831
POSTE - 09 03 51 01 Achèvement du programme "Internet plus sûr" (2009-2013)	CP	450 000

DU CHAPITRE - 1202 Politique du marché unique et libre circulation des services		
POSTE - 12 02 77 03 Action préparatoire - Forum du marché unique	CP	150 000
DU CHAPITRE - 1203 Services financiers et marchés des capitaux		
ARTICLE - 12 03 51 Achèvement des activités antérieures dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes	CP	669 803
DU CHAPITRE - 1303 Fonds européen de développement régional et autres interventions régionales		
POSTE - 13 03 77 09 Action préparatoire concernant le forum atlantique pour la stratégie atlantique de l'Union européenne	CP	433 000
DU CHAPITRE - 1305 Instrument d'aide de préadhésion - Développement régional et coopération régionale et territoriale		
POSTE - 13 05 63 02 Coopération transfrontalière (CTF) - Contribution de la rubrique 4	CP	12 338 481
DU CHAPITRE - 1702 Politique des consommateurs		
ARTICLE - 17 02 01 Préserver l'intérêt des consommateurs et améliorer leur sécurité et leur information	CP	1 449 000
DU CHAPITRE - 1703 Santé publique		
ARTICLE - 17 03 10 Centre européen de prévention et de contrôle des maladies	CP	2 000 000
POSTE - 17 03 12 01 Contribution de l'Union à l'Agence européenne des médicaments	CP	7 602 918
DU CHAPITRE - 1802 Sécurité intérieure		
POSTE - 18 02 01 01 Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime	CP	7 446 000
POSTE - 18 02 01 02 Prévenir et combattre la criminalité organisée transfrontière et gérer plus efficacement les risques sécuritaires et les crises	CP	6 985 000
DU CHAPITRE - 2303 Mécanisme de protection civile de l'Union		
ARTICLE - 23 03 51 Achèvement des programmes et actions dans le domaine de la protection civile au sein de l'Union (avant 2014)	CP	500 000
DU CHAPITRE - 2602 Production multimédia		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	CP	250 000
DU CHAPITRE - 2902 Programme statistique européen		
ARTICLE - 29 02 01 Fournir des informations statistiques de qualité, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production des statistiques européennes et renforcer le partenariat au sein du système statistique européen	CP	10 500 000
ARTICLE - 29 02 51 Achèvement des programmes statistiques antérieurs à 2013	CP	4 200 000
DU CHAPITRE - 3302 Droits et citoyenneté		
ARTICLE - 33 02 01 Garantir la protection des droits et donner des moyens d'action aux citoyens	CP	2 000 000
ARTICLE - 33 02 02 Promouvoir la non-discrimination et l'égalité	CP	3 000 000
DU CHAPITRE - 3402 Action pour le climat au niveau de l'Union et au niveau international		
ARTICLE - 34 02 04 Contribution aux accords multilatéraux et internationaux sur le climat	CP	74 969

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers

ARTICLE - 01 04 51 Achèvement des programmes dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME) (avant 2014) CP 12 000 000

AU CHAPITRE - 0702 Politique environnementale au niveau de l'Union et au niveau international

POSTE - 07 02 77 03 Action préparatoire - Évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement du développement de l'Arctique européen CP 356 052

AU CHAPITRE - 0904 Horizon 2020

POSTE - 09 04 03 02 Promouvoir des sociétés européennes assurant l'insertion de tous, innovantes et sûres CP 2 784 852

ARTICLE - 09 04 51 Achèvement du programme-cadre de recherche précédent - Septième programme-cadre (2007-2013) CP 80 000 000

AU CHAPITRE - 1603 Actions de communication

POSTE - 16 03 01 03 Relais d'information CP 1 600 000

POSTE - 16 03 01 04 Communication des représentations de la Commission et actions de partenariat CP 1 000 000

POSTE - 16 03 02 03 Outils d'information et de communication écrite et en ligne CP 2 900 000

AU CHAPITRE - 1703 Santé publique

ARTICLE - 17 03 51 Achèvement des programmes de santé publique CP 749 000

AU CHAPITRE - 1803 Asile et migration

ARTICLE - 18 03 51 Achèvement de mesures en matière de retour, de réfugiés et de flux migratoires CP 19 431 000

AU CHAPITRE - 1905 Coopération avec les pays tiers au titre de l'instrument de partenariat

ARTICLE - 19 05 51 Achèvement des actions dans le domaine des relations et de la coopération avec les pays tiers industrialisés (2007-2013) CP 3 600 000

AU CHAPITRE - 2002 Politique commerciale

ARTICLE - 20 02 01 Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers CP 1 181 809

ARTICLE - 20 02 03 Aide au commerce - Initiatives multilatérales CP 1 000 000

AU CHAPITRE - 2102 Instrument de coopération au développement (ICD)

POSTE - 21 02 07 06 Sécurité alimentaire et agriculture durable CP 6 000 000

ARTICLE - 21 02 40 Accords sur les produits de base CP 20 000

POSTE - 21 02 51 01 Coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile CP 4 000 000

POSTE - 21 02 51 02 Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine CP 4 000 000

POSTE - 21 02 51 03 Coopération avec les pays en développement d'Asie, y compris d'Asie centrale et du Proche-Orient CP 8 000 000

POSTE - 21 02 51 05 Acteurs non étatiques du développement CP 2 000 000

POSTE - 21 02 51 06 Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie CP 2 000 000

AU CHAPITRE - 2103 Instrument européen de voisinage

ARTICLE - 21 03 51 Achèvement des actions dans le domaine de la politique européenne de voisinage et des relations avec la Russie (avant 2014) CP 3 000 000

AU CHAPITRE - 2104 Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme		
ARTICLE - 21 04 51 Achèvement de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (avant 2014)	CP	3 000 000
AU CHAPITRE - 2105 Instrument de stabilité - Menaces mondiales et transrégionales		
ARTICLE - 21 05 51 Achèvement des actions dans le domaine des menaces pour la sécurité mondiale (antérieures à 2014)	CP	2 000 000
AU CHAPITRE - 2402 Promotion d'actions dans le domaine de la protection des intérêts financiers de l'Union européenne (Hercule III)		
ARTICLE - 24 02 01 Prévenir et combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union	CP	942 750
AU CHAPITRE - 2404 Système d'information antifraude (AFIS)		
ARTICLE - 24 04 01 Soutenir l'assistance mutuelle en matière douanière et favoriser les outils de communication électronique sûrs permettant aux États membres de communiquer les irrégularités	CP	680 612
AU CHAPITRE - 3202 Sources d'énergie classiques et renouvelables		
ARTICLE - 32 02 52 Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique	CP	10 000 000
AU CHAPITRE - 3402 Action pour le climat au niveau de l'Union et au niveau international		
ARTICLE - 34 02 51 Achèvement des anciens programmes d'action pour le climat	CP	2 903 358

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)- (3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
01 03 02 - Aide macrofinancière								
	52.153.011	0	41.033	52.111.978	-23.960.000	-45,94 %	28.151.978	*
01 04 51 - Achèvement des programmes dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME) (avant 2014)								
	92.788.874	-244.972	88.248.092	7.107.313	12.000.000	12,93 %	19.107.313	*
05 02 10 02 - Actions de promotion - Paiements directs par l'Union								
	1.350.000	0	669.270	680.730	-308.029	-22,82 %	372.701	*
05 06 01 - Accords internationaux en matière agricole								
	5.590.437	0	1.806.026	3.784.411	-3.784.411	-67,69 %	0	*
05 08 77 06 - Action préparatoire - Observatoire européen des prix et des marges agricoles								
	1.000.000	0	387.670	612.330	-612.329	-61,23 %	1	*
05 08 77 09 - Action préparatoire - Ressources génétiques végétales et animales dans l'Union								
	600.000	0	0	600.000	-600.000	-100,00 %	0	*
05 08 77 10 - Projets pilotes - Agropôle: développement d'une région transfrontalière européenne modèle de l'agro-industrie								
	600.000	0	0	600.000	-600.000	-100,00 %	0	*
05 08 77 11 - Projet pilote - Vers un secteur agroforestier européen intégré								
	500.000	0	0	500.000	-350.000	-70,00 %	150.000	*
05 09 03 01 - Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits								
	2.290.968	0	21.363	2.338.334	-1.666.954	-72,76 %	671.380	
07 02 77 03 - Action préparatoire - Évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement du développement de l'Arctique européen								
	375.000	0	273.455	101.545	356.052	94,95 %	457.597	*
08 04 01 - Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E)								
	69.335.108	-6.900.000	41.127.422	21.307.686	-8.800.000	-12,69 %	12.507.686	*
08 04 51 - Achèvement de l'entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E) (2007-2013)								
	486.765.952	-48.100.000	264.991.561	173.674.391	-71.200.000	-14,63 %	102.474.391	*
09 02 01 - Définition et mise en œuvre de la politique de l'Union dans le domaine des communications électroniques								
	2.968.000	0	1.536.849	1.431.151	-271.200	-9,14 %	1.159.951	*
09 02 05 - Actions concernant le contenu numérique, l'industrie audiovisuelle et les autres médias								
	1.020.000	0	60.000	960.000	-592.000	-58,04 %	368.000	*
09 02 77 03 - Projet pilote - Centre européen pour la liberté de la presse et des médias								
	1.000.000	0	175.379	824.621	-456.508	-45,65 %	368.113	*

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)- (3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
09 03 03 - Promotion de l'interconnexion et de l'interopérabilité des services nationaux d'intérêt commun et contribution à un environnement en ligne sûr, inclusif et positif									
	9.783.423	-978.342	6.250	8.798.831	-1.898.831	-19,41 %	6.900.000		*
09 03 51 01 - Achèvement du programme "Internet plus sûr" (2009-2013)									
	6.300.000	0	2.536.121	3.954.769	-450.000	-7,14 %	3.504.769	<i>Exécution plus lente que prévu</i>	
09 04 03 02 - Promouvoir des sociétés européennes assurant l'insertion de tous, innovantes et sûres									
	505.313	0	67.720	437.593	2.784.852	551,11 %	3.222.445		*
09 04 51 - Achèvement du programme-cadre de recherche précédent - Septième programme-cadre (2007-2013)									
	618.054.637	34.728.342	608.471.253	63.038.782	80.000.000	12,94 %	143.038.782		*
12 02 77 03 - Action préparatoire - Forum du marché unique									
	1.200.000	-4.124	438.324	757.552	-150.000	-12,50 %	607.552		*
12 03 51 - Achèvement des activités antérieures dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes									
	2.495.000	0	1.825.196	669.804	-669.803	-26,85 %	1		*
13 03 77 09 - Action préparatoire concernant le forum atlantique pour la stratégie atlantique de l'Union européenne									
	600.000	0	167.000	433.000	-433.000	-72,17 %	0		*
13 05 63 02 - Coopération transfrontalière (CTF) - Contribution de la rubrique 4									
	27.338.481	-15.000.000	0	12.338.481	-12.338.481	-45,13 %	0		*
16 03 01 03 - Relais d'information									
	12.178.887	1.100.000	13.045.514	233.373	1.600.000	13,14 %	1.833.373	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>	*
16 03 01 04 - Communication des représentations de la Commission et actions de partenariat									
	12.923.887	1.000.000	12.332.362	1.591.525	1.000.000	7,74 %	2.591.525		*
16 03 02 03 - Outils d'information et de communication écrite et en ligne									
	15.759.479	0	12.661.004	3.098.475	2.900.000	18,40 %	5.998.475		*
17 02 01 - Préserver l'intérêt des consommateurs et améliorer leur sécurité et leur information									
	6.512.000	-2.439.537	193.362	3.879.101	-1.449.000	-22,25 %	2.430.101		*
17 03 10 - Centre européen de prévention et de contrôle des maladies									
	56.766.000	0	46.040.000	12.446.010	-2.000.000	-3,52 %	10.446.010		*
17 03 12 01 - Contribution de l'Union à l'Agence européenne des médicaments									
	31.333.000	0	12.000.000	20.282.390	-7.602.918	-24,26 %	12.679.472		*
17 03 51 - Achèvement des programmes de santé publique									
	30.370.000	3.079.789	27.053.224	7.316.776	749.000	2,47 %	8.065.776		*
18 02 01 01 - Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime									
	27.160.000	0	0	27.160.000	-7.446.000	-27,42 %	19.714.000		*
18 02 01 02 - Prévenir et combattre la criminalité organisée transfrontière et gérer plus efficacement les risques sécuritaires et les crises									

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)- (3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
	16.190.000	-285.142	0	15.904.858	-6.985.000	-43,14 %	8.919.858		*
18 03 51 - Achèvement de mesures en matière de retour, de réfugiés et de flux migratoires									
	96.056.390	12.983.746	100.057.125	8.983.011	19.431.000	20,23 %	28.414.011		*
19 05 51 - Achèvement des actions dans le domaine des relations et de la coopération avec les pays tiers industrialisés (2007-2013)									
	12.974.789	2.566.688	15.352.243	189.234	3.600.000	27,75 %	3.789.234		*
20 02 01 - Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers									
	6.769.437	0	6.133.740	635.697	1.181.809	17,46 %	1.817.506		*
20 02 03 - Aide au commerce - Initiatives multilatérales									
	3.019.437	0	2.592.949	426.488	1.000.000	33,12 %	1.426.488		*
21 02 07 06 - Sécurité alimentaire et agriculture durable									
	23.750.638	-23.750.638	0	0	6.000.000	25,26 %	6.000.000		*
21 02 40 - Accords sur les produits de base									
	3.565.916	-47.445	295.704	3.222.767	20.000	0,56 %	3.242.767		*
21 02 51 01 - Coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile									
	18.900.000	18.294.728	37.194.728	0	4.000.000	21,16 %	4.000.000		*
21 02 51 02 - Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine									
	226.200.000	-11.920.923	200.167.180	14.111.897	4.000.000	1,77 %	18.111.897		*
21 02 51 03 - Coopération avec les pays en développement d'Asie, y compris d'Asie centrale et du Proche-Orient									
	529.564.664	-42.373.021	464.249.474	22.942.169	8.000.000	1,51 %	30.942.169		*
21 02 51 05 - Acteurs non étatiques du développement									
	167.700.000	42.994.291	173.659.993	37.034.298	2.000.000	1,19 %	39.034.298	Exécution plus rapide que prévu	*
21 02 51 06 - Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie									
	97.422.000	11.407.187	102.651.100	6.178.087	2.000.000	2,05 %	8.178.087		*
21 03 51 - Achèvement des actions dans le domaine de la politique européenne de voisinage et des relations avec la Russie (avant 2014)									
	909.500.000	4.011.454	814.099.341	99.412.113	3.000.000	0,33 %	102.412.113		*
21 04 51 - Achèvement de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (avant 2014)									
	83.300.000	35.820.000	97.365.824	21.754.176	3.000.000	3,60 %	24.754.176		*
21 05 51 - Achèvement des actions dans le domaine des menaces pour la sécurité mondiale (antérieures à 2014)									
	42.810.916	-380.321	36.580.118	5.850.477	2.000.000	4,67 %	7.850.477		*
23 03 51 - Achèvement des programmes et actions dans le domaine de la protection civile au sein de l'Union (avant 2014)									
	16.000.000	-148.958	13.011.258	3.324.584	-500.000	-3,13 %	2.824.584		*
24 02 01 - Prévenir et combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union									
	2.200.000	-850.000	563.504	786.496	942.750	42,85 %	1.729.246		*

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)- (3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
24 04 01 - Soutenir l'assistance mutuelle en matière douanière et favoriser les outils de communication électronique sûrs permettant aux États membres de communiquer les irrégularités									
	2.900.000	-868.000	1.298.959	733.041	680.612	23,47 %	1.413.653		*
26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services									
	10.022.520	-100.000	5.124.786	4.797.734	-250.000	-2,49 %	4.547.734	<i>Modification concernant l'application de la base légale</i>	
29 02 01 - Fournir des informations statistiques de qualité, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production des statistiques européennes et renforcer le partenariat au sein du système statistique européen									
	30.701.655	0	13.208.811	18.190.539	-10.500.000	-34,20 %	7.690.539		*
29 02 51 - Achèvement des programmes statistiques antérieurs à 2013									
	37.604.613	-4.500.000	20.379.155	13.580.023	-4.200.000	-11,17 %	9.380.023		*
32 02 52 - Achèvement des projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique									
	85.259.157	26.500.000	111.759.157	0	10.000.000	11,73 %	10.000.000		*
33 02 01 - Garantir la protection des droits et donner des moyens d'action aux citoyens									
	5.467.000	0	399.432	5.071.942	-2.000.000	-36,58 %	3.071.942		*
33 02 02 - Promouvoir la non-discrimination et l'égalité									
	7.284.000	0	0	7.292.012	-3.000.000	-41,19 %	4.292.012		*
34 02 04 - Contribution aux accords multilatéraux et internationaux sur le climat									
	850.000	0	775.031	74.969	-74.969	-8,82 %	0		*
34 02 51 - Achèvement des anciens programmes d'action pour le climat									
	8.612.958	1.348.000	9.764.696	196.262	2.903.358	33,71 %	3.099.620		*
Total PRÉLÈVEMENT CP						- 175.149.433			
Total RENFORCEMENT CP						175.149.433			

(*) Voir en annexe pour une justification détaillée.

Justifications

Decrease 01 03 02

Macro-financial assistance

The Macro-Financial Assistance (MFA) operations for Moldova and Armenia foreseen for this year are on hold. As regards Moldova, negotiations for a new International Monetary Fund (IMF) arrangement failed at the beginning of 2014 and will probably only restart after the November 2014 elections. Should a new IMF disbursing arrangement be concluded, a new MFA operation will only be possible in 2015. In the case of Armenia, the overall macroeconomic situation and financing needs were not considered as critical by the Commission services last time they were examined. As a result, there will be no corresponding payments this year and, therefore, an amount of EUR 24 million in payment appropriations can be made available.

Increase 01 04 51

Completion of programmes in the field of small and middle-sized enterprises (SMEs) (prior to 2014)

The amount of EUR 12 million is requested for the Competitiveness and Innovation Programme (CIP) 2007-2013 and the Multiannual Programme for Enterprises and Entrepreneurship (MAP) 2001-2005.

The amount required for the CIP would be targeted towards the High Growth and Innovation Facility for SMEs (GIF, venture capital). This is based on the significant decrease of the cash balance in the Trust Account (of approximately EUR 25 million) due to drawdowns paid by the European Investment Fund (EIF) towards financial intermediaries between January and July 2014, and also on the increased forecast for the second half of this year. The amount requested for the MAP (2001-2005) will be split between the Exchange Traded Funds (ETF) Start-up Facility (Venture capital) and the SME Guarantee Facility (SMEG01). The requested amount takes into account the minimum balances required on the Trust Accounts (TA).

Decrease 05 02 10 02

Promotion measures - Direct payments by the Union

The geographical indications campaign in China will start later than initially foreseen since the signature of the EU-China bilateral agreement has been delayed. Therefore, while the commitments will still be made in 2014, part of the payments will be made in 2015, and thus EUR 308 029 can be transferred.

Decrease 05 06 01

International agricultural agreements

This budget line covers the EU contribution to the International Grains Council (IGC), the International Sugar Organisation (ISO) and the International Olive Oil Council (IOOC). For all these organisations, the EU contributions paid in 2014 were smaller than expected. The main reduction in the EU overall contribution expenditure in 2014 arises from the IOOC agreement, which expires at the end of 2014. The 2014 contributions for the ISO and for the IGC were smaller than foreseen due to the fluctuation of the EUR-GBP exchange rate, and to the final number of votes eventually attributed to the EU in these organisations. On this basis, payment appropriations of EUR 3,8 million can be made available.

Decrease 05 08 77 06

Preparatory action - European farm prices and margins observatory

Given the country-specific circumstances, and the differences in the national production systems, not every Member State was able to propose appropriate projects, either in content or magnitude. Due to the low response from Member States in 2014, it is proposed to reduce the level of payments for the current year by EUR 612 329.

Decrease 05 08 77 09

Preparatory action - Union plant and animal genetic resources

Following the first open call for tenders, a budgetary commitment of EUR 1 488 460 was made in July this year. The contract foresees that the payments will be made in four instalments. According to the payment schedule, the first interim payment request will be received in the second quarter of 2015. Therefore, EUR 600 000 of the foreseen payment appropriations can be released.

Decrease 05 08 77 10

Pilot project - Agropol - Development of a European cross-border Agribusiness Model Region

Since the individual commitment will only be signed in 2015, no payments will be made in 2014. Hence, for this budget line, EUR 600 000 of the foreseen payment appropriations can be released.

Decrease 05 08 77 11

Pilot project - Towards an integrated European agroforestry sector

The payments to be made in 2014 for this pilot project are expected to amount to EUR 150 000, and therefore EUR 350 000 can be released.

Decrease 05 09 03 01

Securing sufficient supplies of safe and high quality food and other bio-based products

The calendar of 2014 calls, the expected time to grant the contracts, as well as the transfer of activities to the Research Executive Agency (REA) as of November 2014, means that pre-financing payments will be made in 2015 only. Therefore an amount of EUR 1.7 million can be released for transfer.

Increase 07 02 77 03

Preparatory action - Strategic environmental impact assessment on the development of the European Arctic

The Commission has concluded a service contract for an amount of EUR 998 360 to implement this pilot project. The contract ends mid-October 2014 and a final settlement of will be due before the end of the budget year. The requested reinforcement of EUR 356 052 would allow the Commission to fulfil its contractual obligations and fully settle the amount due for the services provided.

Decrease 08 04 01

Construction, operation and exploitation of the ITER facilities - European Joint Undertaking for ITER - Fusion for Energy (F4E)

A decrease of EUR 8,8 million is proposed – see justification for article 08 04 51 below.

Decrease 08 04 51

Completion of European Joint Undertaking for ITER - Fusion for Energy (F4E) (2007 to 2013)

A total of EUR 80 million can be made available as some expenditure is postponed to 2015 – EUR 8,8 million on line 08 04 01, and EUR 71,2 million on this line. The payments related to the Vacuum Vessel contract, and the signature of a Procurement Arrangement with the ITER International Organisation, have been shifted to 2015, while technical discussions continue with the supplier to resolve issues encountered after the start of the manufacturing of the first vacuum vessel sector. On the basis of the data provided by the supplier, F4E is not prepared to advance to the next sectors at this point.

Decrease 09 02 01

Definition and implementation of the Union's policy in the field of electronic communication

The availability of EUR 271 200 in payment appropriations relates to the rescheduling of the study 'Mapping broadband structures and services' until 2015, and some final payments for ongoing studies where delivery and approval of final reports are pending such that payment will take place next year instead of this year.

Decrease 09 02 05

Measures concerning the digital content, and audio-visual and other media industries

The availability of payment appropriations (EUR 592 000) arises from a delay in the adoption of the work programme. Therefore, the procurement procedures were postponed, and only a few payments are therefore expected to be made this year against new commitments. Payments against RAL (reste à liquider) will also be lower than anticipated due to a longer procedure for the launch of a large study on alcohol advertising.

Decrease 09 02 77 03

Pilot project - European Centre for Press and Media Freedom

The availability of payment appropriations (EUR 456 508) is a consequence of the delay in the launch of the call for proposals. As a result, it is unlikely that any pre-financing payment could still be paid this year. Furthermore, the financial reports for the four ongoing projects recently received show an overall consumption slightly lower than expected.

Decrease 09 03 03

Promoting the interconnection and interoperability of national services of common interest and contributing to a safe, inclusive and positive online environment

EUR 1,9 million are available for transfer due to the delayed adoption of the legal base, and the resulting delays in the adoption of the work programme. Only few commitments linked to procurement associated to the development of the e-Invoicing platform will translate into payments before the end of the year. European Free Trade Association (EFTA) appropriations just received will be sufficient to cover most of the needs.

Increase 09 04 03 02

Fostering inclusive, innovative and secure European societies

The requested payment appropriations (EUR 2.8 million) are mainly needed to pay for the COST (European Cooperation in Science and Technology) contribution, which cannot be deferred to 2015.

Increase 09 04 51

Completion of previous research framework programme - Seventh Framework Programme (2007 to 2013)

The shortage of payment appropriations in this line is greater than EUR 100 million. Out of this shortage, EUR 25 million have been requested in DAB 3/2014. The additional reinforcement of EUR 80 million now requested will be used to process 87 interim payments and 25 final payments of the FP7 completion programme. Many of these payments are currently blocked, and incurring late interest costs.

Decrease 12 02 77 03

Preparatory action - Single Market Forum

The Single Market Forum in 2014 will centre on the three following elements: a "state-of-play" conference in Brussels in autumn 2014, a series of decentralised conferences/workshops in the Member States to be held during the last semester of 2014 and a concluding event in Brussels in February or March 2015. The payment forecast was established based on the timeline of these events and on the contractual deadlines, considering that the final payments can only be made once the events have occurred. The calculations show that the payment appropriations can be decreased by EUR 150 000.

Decrease 12 03 51

Completion of previous activities in the field of financial services, financial reporting and auditing

The final payments have been completed for all three 2013 grants. Following an on-the-spot check performed at the premises of one beneficiary, non-eligible costs have been identified. As a consequence the 2013 eligible costs were lower than forecasted for this beneficiary and recovery orders have been issued. In total an amount of EUR 669 803 may be transferred.

Decrease 13 03 77 09

Preparatory action on an Atlantic Forum for the European Union Atlantic Strategy

The value of the concluded contract is lower than initially planned. In 2014, only the advance payment has been made, while the interim payment will take place in 2015. Therefore, EUR 433 000 of the foreseen payment appropriations can be released.

Decrease 13 05 63 02

Cross-border cooperation (CBC) - Contribution from Heading 4

The Instrument for Pre-Accession Assistance II Regulation (IPA II) was adopted very late this year and programmes will not be ready for adoption in 2014. It is therefore proposed to transfer the available payment appropriations of EUR 12,3 million to other policy areas.

Increase 16 03 01 04

Communication of the Commission Representations and Partnership actions

Due to lack of payment appropriations in 2013, payments of EUR 2,4 million that should have been made in 2013 could only be implemented in January 2014. Both the average consumption rate of previous years and the estimates provided by the Representations confirm the necessity for additional appropriations (EUR 1 million) under this budget line to cover both payments of the RAL and of 2014 actions.

Increase 16 03 02 03

Online and written information and communication tools

A reinforcement of EUR 2,9 million is needed in order to cover the operational costs of both staff for the Europa website and of the Euro Direct Contact Centre (EDCC) (invoices covering the period from July to October) and the Mid-Term Evaluation of the Contact Centre (i.e. invoice expected in October). The EDCC contractor will not be able to keep the service operational if this budget line is not reinforced.

Decrease 17 02 01

Safeguarding consumers' interest and improving their safety and information

Due to a delay in the adoption of the legal base and of the annual work programme, and the subsequent delay in implementation of the 2014 commitment appropriations, part of the payment appropriations (EUR 1,4 million) will not be needed in 2014.

Decrease 17 03 10

European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC)

EUR 2 million can be transferred due to lower than expected cash disbursements in relation to the revision of the salaries weighting factor for the years 2011 to 2013.

Decrease 17 03 12 01

Union contribution to European Medicines Agency (EMA)

In 2014, EMA processed the revision of the salaries weighting factor for the years 2011 and 2012, for which the budgetary impact was EUR 6 million less than anticipated. Moreover, due to a correction of the 2012 accounts requested by the Court of Auditors, the EMA 2012 outturn was more negative than planned and the resulting subsidy to be financed in 2014 by fresh appropriations was thus lower (EUR 1,6 million). Therefore, an amount of EUR 7,6 million can be transferred.

Increase 17 03 51

Completion of public health programme

In order to honour the outstanding financial obligations towards beneficiaries from the implementation of actions under the 2008-2013 Health programme a minimum additional amount of EUR 749 000 is needed in 2014.

Decrease 18 02 01 01

Support of borders management and a common visa policy to facilitate legitimate travel

The late adoption of the legal basis of the Funds (published in OJ of 20.5.2014) has resulted in the late submission of the formal draft national programmes by the Member States, and, in turn, has slowed down their approval process. Thus, the first pre-financings will be paid in 2015 only. As a consequence, the appropriations foreseen for shared management can be made available to reinforce other lines (EUR 7,4 million).

Decrease 18 02 01 02

Prevention and fight against cross-border organised crime and better management of security related risks and crisis

As explained above, the late adoption of the legal basis of the Funds (published in OJ of 20.5.2014) has resulted in the late submission of the formal draft national programmes by the Member States, slowing down their approval process. As a consequence EUR 7,0 million can be made available for transfer.

Increase 18 03 51

Completion of return, refugees and migration flows

Due to the important migratory pressure faced by some Member States and the decision to allocate additional funding following the tragic events which occurred off the coast of Lampedusa in October 2013, a total amount of EUR 28,4 million of additional emergency funding was committed at the end of 2013 to the benefit of eight frontline Member States. This emergency funding was not matched by any additional payment appropriations. Furthermore, the expected costs claims for the closure of the Union actions under the Refugees, Integration and Return Funds, the closure of the annual programmes 2007-2011 in shared management, and the second pre-financings foreseen in the basic acts for the 2012 annual programmes in shared management are higher than originally foreseen. After redeployment from all possible sources, a reinforcement of EUR 19,4 million is still necessary on budget line 18 03 51.

Increase 19 05 51

Completion of actions 'Relations and cooperation with industrialised third countries' (2007 to 2013)

By 31 August, 96% of the available payment appropriations on this budget line had already been used. After taking mitigating measures, the absolute needs to pay contractual obligations amount to EUR 10,6 million of which EUR 3,6 million under the Erasmus + programme. The beneficiaries under the Erasmus + programme are universities, but the final impact lies on students and teachers who are not in position to pre-finance them. For this reason, it is proposed to reinforce this line through the global transfer for an amount of EUR 3,6 million.

Increase 20 02 01

External trade relations, including access to the markets of third countries

Based on the latest forecasts and despite all mitigating measures already applied by the Commission, payment appropriations on this budget line will already run out in October. A reinforcement of EUR 1.2 million is requested through the global transfer, which will be used to honour the legal obligations stemming from outstanding commitments.

Increase 20 02 03

Aid for trade - Multilateral initiatives

Even after applying mitigating measures, it is foreseen that this budget line will already run out of payment appropriations in October. Thus a reinforcement of EUR 1 million is requested through the global transfer.

Increase 21 02 07 06

Food security and sustainable agriculture

To date there are no appropriations left on this budget line as they have transferred earlier in the year to other budget lines of the Development Cooperation Instrument (DCI) to cover more urgent payment needs. An amount of EUR 6 million is requested to cover, at least in part, pending payments under important food security projects in Myanmar and Nepal.

Increase 21 02 40

Commodities agreements

This budget line covers different contributions to International Organisations, for which the amounts for commitments should be matched by an equal amount for payments. To cover the existing commitments, and take account of exchange rate fluctuations, an amount of EUR 20 000 is requested.

Increase 21 02 51 01

Cooperation with third countries in the areas of migration and asylum

Despite a reinforcement of EUR 18 million earlier in the year, the payment appropriations on this line are now exhausted. The requested reinforcement of EUR 4 million is intended to cover pending payments under two on-going Regional Protection Programmes: "to provide protection and capacity building in the area of asylum and refugees" covering the North of Africa and the Horn of Africa.

Increase 21 02 51 02

Cooperation with developing countries in Latin America

The payment appropriations on this budget line will be exhausted by end September. During the year, this budget line was used as a source of urgent payments for the humanitarian aid budget line (23 02 01) for an amount of EUR 19 million, and the return of this amount was requested in DAB 3/2014. However, even with this, there are not enough payment appropriations to cover pending invoices under important reform projects in countries such as Bolivia, Peru, Honduras and several budget support payments. Therefore a minimum of EUR 4 million is required now, and requested in the global transfer.

Increase 21 02 51 03

Cooperation with developing countries in Asia, including Central Asia and the Middle East

The small amount of payment appropriations left on this line are foreseen to last until end September. As in the case above, this budget line was used as a source of urgent payments for the Human rights (21 04 51) and Humanitarian aid (23 02 01). EUR 55 million was transferred from the line, and of this, EUR 36 million has been requested back in DAB 3/2014.

However, a much greater reinforcement is needed to cover pending budget support payments to countries such as Cambodia, Pakistan, Philippines, Nepal, Vietnam, Tajikistan and invoices on important reform projects in Afghanistan, and EUR 8 million is requested through the global transfer.

Increase 21 02 51 06

Environment and sustainable management of natural resources, including energy

The payment appropriations on this line will shortly be exhausted, and there is a need for reinforcement of EUR 2 million in the global transfer to cover pending payments on existing contracts and payments necessary for the organisation of the Climate Change Conference of Parties in Lima in November 2014.

Increase 21 03 51

Completion of the programme European Neighbourhood Policy and relations with Russia (prior to 2014)

For the European Neighbourhood Instrument as a whole, the forecast is that, by the end of 2014, there will be payment claims received which cannot be paid amounting to around EUR 320 million. The forecast shortfall is made up as follows: joint managing authorities are expected to send payment claims of approximately EUR 88 million for cross-border cooperation; three budget support payments worth EUR 105 million would have to be postponed of (including EUR 33 million for Ukraine); payments to the Neighbourhood Investment Facility, which benefits SMEs in the region, will also be postponed (EUR 21 million); and the balance (EUR 106 million) consists of a mass of smaller projects for which payment claims will have to be postponed when they arrive.

Even a small amount (EUR 3 million) in the global transfer will enable one or two of the highest priority claims, likely to be to the benefit of civil society or smaller contractors, to be paid, as opposed to being postponed to 2015.

Increase 21 04 51

Completion of the European Instrument for Democracy and Human Rights (prior to 2014)

This budget line has a very high implementation rate and has already been reinforced by transfer earlier this year. The appropriations left are foreseen to last until November. Nevertheless, a minimum reinforcement of EUR 3 million is still needed to cover pre-financing payments to Non-Governmental Organisations under a 2013 Call for proposals.

Increase 21 05 51

Completion of actions in the area of global threats to security (prior to 2014)

There is only a limited amount of payment appropriations left on this budget line. Despite all mitigating measures already put in place by the Commission, they are foreseen to last until end of September.

The needs for reinforcement until the end of the year are estimated at EUR 35 million, of which only EUR 2 million will be covered through the Global transfer to cover high priority needs.

Part of these high priority needs will cover pending payments under projects concerning Chemical, Biological, Radiological and Nuclear risk mitigation as well as urgent actions in crisis regions such as Ukraine and West Africa. The other part is needed to cover payments under on-going existing contracts in the areas of counter-terrorism and maritime security in Pakistan, the Horn of Africa, Somalia and West Africa.

Decrease 23 03 51

Completion of programmes and actions in the field of civil protection within the Union (prior to 2014)

Several final reports have been received very late in the year or they are incomplete, which in turn has delayed the final financial liquidation of some projects. As a result, an amount of EUR 0,5 million will not be used at year-end.

Increase 24 02 01

Preventing and combating fraud, corruption and any other illegal activities against the Union's financial interest

Based on a file by file analysis, and taking into account the amount still available on the budget line, a reinforcement of EUR 942 750 is needed to cover the costs for two databases in order to ensure that access is not blocked. These databases are used by the law enforcement services in the Member States, invoices for database subscriptions are always paid in advance.

Increase 24 04 01

Supporting Mutual Assistance in Customs Matters and facilitating secure electronic communication tools for Member States to report irregularities

AFIS (Anti-Fraud Information System project) is an IT application maintained and financed by OLAF and at the disposal of the Member States for which 100% of the funds are used for delivery of IT equipment and to employ maintenance and support staff as well as for training and expertise. Those expenses are all covered by procurement contracts, for which payment obligations must be met immediately after delivery of the equipment or services. Consequently 90% of the AFIS projects are paid within the year following the signature date of the contract. The requested reinforcement of EUR 680 612 is necessary to pay invoices still due this year.

Decrease 29 02 01

Providing quality statistical information, implementing new methods of production of European statistics and strengthening the partnership within the European Statistical System

In the face of shortages of payment appropriations, measures have been taken to balance/minimise amounts to be paid in 2014 by: a) making new commitments using an external assigned revenue from the Swiss Confederation contribution, b) decreasing number of pre-financings in the new commitments, and c) prioritising the payments by predictability of invoices/cost claims and related right to late payment interest. This has allowed for a reduction in the needs for 2014 for the European Statistical Programme 2013-2017 for a total of EUR 10,5 million.

Decrease 29 02 51

Completion of statistical programmes (prior to 2013)

Two main factors allow for the transfer of EUR 4,2 million from this line. First, prioritisation of the payments by predictability of invoices/cost claims along with related right to late payment interest; and second, ex-ante control show that some projects' payments initially planned to be processed at the end of 2014 would be settled later due to additional clarifications needed.

Increase 32 02 52

Completion of energy projects to aid economic recovery

The completion of the EEPR projects is progressing faster than expected. As of September 2014 all voted and transferred appropriations on the EEPR budget line have been fully consumed and the pending payments are accumulating late interest charges (expected to reach some EUR 1.2 million by the end of the year).

All options for internal transfers within the energy policy area as well as for reusing assigned revenue stemming from recoveries are being fully exploited.

The Commission has already requested a reinforcement of EUR 55 million in the 2014 budget through DAB 3/2014. However, in order to honour all payments falling due by the end of the year (14 individual payments), the EEPR budget line still needs to be additionally reinforced. The increase of EUR 10 million proposed in the global transfer will allow at least part of the pending payments to be covered.

Decrease 33 02 01

Ensuring the protection of rights and empower citizens

Due to the late adoption of Regulation (EU) No 1381/2013 setting up the Rights, Equality and Citizenship programme, the respective annual work programme for 2014 was adopted only at the end of April 2014.

As a result some calls for proposals will be published only in the second semester of 2014. The conclusion of the corresponding grant agreements and respective pre-financing payments will take place during the first quarter of 2015.

For this reason a total amount of EUR 5 million (EUR 2 million on the budget line 33 02 01- Ensuring the protection of rights and empower citizens and EUR 3 million on the budget line 33 02 02 - Promoting non-discrimination and equality) can be made available.

Decrease 33 02 02

Promoting non-discrimination and equality

As explained above, EUR 3 million can be transferred from this line, due to the late adoption of Regulation (EU) No 1381/2013 setting up the Rights, Equality and Citizenship programme, the respective annual work programme for 2014 was adopted only at the end of April 2014.

Decrease 34 02 04

Contribution to multilateral and international climate agreements

All voluntary and obligatory contributions to international conventions have been committed and paid in full, and no further transactions will be made on this budget line. Therefore, EUR 74 969 may be used elsewhere.

Increase 34 02 51

Completion of former climate action programmes

Despite earlier reinforcement through redeployment of payment appropriations within the chapter, the available payment appropriations on this budget line are almost exhausted. A thorough inventory of the needs until the end of 2014 has been made and, assuming that only contracts ending before 1/10/2014 would be paid in 2014, a reinforcement of EUR 2,9 million is needed in order to cover legal obligations (this budget line is mainly for procurement contracts with private companies) and avoid the payment of late payment interest.